

L'HUMAIN D'ABORD

À BOULOGNE-BILLANCOURT

Liste des **citoyennes, citoyens**
et **militant-e-s** du **PCF**, membres du

**FRONT
DE GAUCHE**

POUR UNE VILLE ACCESSIBLE À TOUTES ET TOUS
SOLIDAIRE, DEMOCRATIQUE, UNE VILLE À VIVRE ENSEMBLE



ÉLECTIONS MUNICIPALES DE BOULOGNE-BILLANCOURT • 23 ET 30 MARS 2014



LISTE DES CANDIDATES ET CANDIDATS

Nous sommes proches du Front de Gauche - citoyennes et citoyens révoltés par les injustices et aspirant à de profonds changements bien ancrés à gauche - militantes et militants associatifs, syndicalistes, féministes, communistes, jeunes ou moins jeunes - motivés à agir avec vous pour une ville humaine, citoyenne, écologique.

Isabelle GOITIA, conseillère commerciale, ancienne conseillère municipale (2002 à 2008) • **Yves ALIBERT**, directeur d'école maternelle • **Brigitte CHAUVIN**, mathématicienne • **Dominique LE GLOU**, ancien journaliste sportif France Télévision • **Brigitte COLIN**, employée Comité d'entreprise, militante associative • **Robert CRÉANGE**, militant mémoire de la Résistance et Déportation, ancien conseiller municipal • **Sandra TALBOT-LANGLOIS**, cadre territoriale, militante syndicale • **Jean-Claude RELAVE**, militant droit au logement • **Maryse TRIPIER-DOUEK**, sociologue • **François MICHELOT**, démographe, directeur d'études • **Souad BENANI-SCHWEITZER**, professeure de lettres, féministe • **Jean-Pierre ROSSI**, militant association locataire, militant PCF • **Catherine BOUCHER**, chargée d'études marketing, militante syndicale • **Étienne ALMAYRAC**, étudiant master 2 en biologie moléculaire • **Sylviane MAILLET**, enseignante, militante syndicale, Front de Gauche • **Baptiste TALBOT**, fonctionnaire territorial, militant syndical • **Marine KRÜMM**, technicienne réseaux et télécommunication, militante Front de Gauche • **Jean-Paul BOUTEAU**, agent des finances publiques • **Marie-Christine LARRETTA-GERARDIN**, assistante familiale • **Boris MUFFOLINI**, technicien audiovisuel France Télévision • **Brigitte MARECHAL-ESTRADA**, fonctionnaire territoriale, bibliothécaire • **Lucas VON GASTROW**, étudiant en biologie • **Sophie GARNIER**, réalisatrice • **Mohamed RAHMOUNI**, chauffeur • **Mélina ALIBERT**, étudiante • **Frédéric PROBEL**, militant syndical ERDF/GRDF • **Jacqueline LAZARRE**, cadre Comité d'entreprise • **Marc ESTRADA**, agent de maîtrise • **Clairette HAJDU**, militante droit au logement • **Pascal LAZARRE**, retraité EDF/GDF, militant culturel • **Joëlle CHASTRUSSE**, secrétaire retraitée, militante syndicale et associative • **Guy ROUGET**, ouvrier professionnel, PCF • **Ginette LEAUTE**, infirmière • **Franck BRUEGGHE**, éco-cantonnier • **Rinalda LUCIANO**, retraitée banque, militante droit au logement • **Claude PONTOIRE**, ouvrier professionnel, responsable d'un syndicat de retraités • **Brigitte BOURGLAN**, technicienne formation • **Alexandre ETIENNEY**, étudiant en alternance marketing et négociation • **Denise WARME**, militante association humanitaire • **Jean Yves TARON**, ouvrier Professionnel • **Martine REYREL**, laborantine • **Christian ROUSSEL**, technicien CPAM • **Catherine MASSON**, enseignante • **Norbert BREMOND**, postier • **Pauline YABEDIANG**, assistante audition • **Alain TAILLEUR**, technicien Renault, militant syndical • **Julie BEAUFILS**, artiste peintre • **Louis-Charles MOUTEYEN**, technicien • **Anne-Marie VIERGE-REYMOND**, secrétaire retraitée, militante PCF • **Pascal GOTLIB**, animateur • **Solene TARON**, étudiante • **Pierre VIERGE**, technicien retraité métallurgie, PCF • **Nathalie DELVA**, technicienne laboratoire AP-HP • **Jean FRANCOU**, photographe • **Claude LATREILLE**, responsable associative

LES PROPOSITIONS QUE NOUS VOUS PRÉSENTONS SONT À DÉBATTRE, ENRICHIR, PRÉCISER. ELLES SONT ENTRE VOS MAINS !

POUR PARTICIPER À CETTE RÉFLEXION, VOUS POUVEZ NOUS CONTACTER :

Courriel : lhumaindabord92100@yahoo.fr

Adresse : PCF/Front de Gauche, 18 rue Heinrich, 92100 Boulogne-Billancourt

Téléphone : 01 46 21 50 16 (messagerie)

Facebook : <https://www.facebook.com/lhumaindabordaboulognebillancourt>

SI VOUS ÊTES ABSENTS POUR LE VOTE N'HÉSITEZ PAS À NOUS CONTACTER POUR UNE PROCURATION.

POUR UNE VILLE CITOYENNE ET SOLIDAIRE



Isabelle GOÏTIA

Conseillère municipale PCF de 2002 à 2008

Nous avons la chance de vivre dans une ville dotée d'un fabuleux passé historique, culturel, sportif, industriel. Des hommes et des femmes de tous milieux, de toutes origines ont fait de Boulogne-Billancourt une grande cité au rayonnement international. Les luttes ouvrières menées, entre autres à la Régie Renault, ont fortement contribué aux grandes conquêtes sociales du Front populaire, de la Libération et de mai 68. **Ce riche passé a fait de Boulogne-Billancourt une ville du VIVRE ENSEMBLE.**

BOULOGNE-BILLANCOURT, UN AUTRE NEUILLY ?

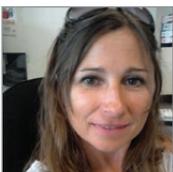
La droite boulonnaise, depuis 40 ans qu'elle gère notre ville, n'a eu de cesse de renier ce passé. En encourageant la spéculation immobilière et la flambée des loyers, elle a contraint toujours plus les familles modestes et les classes moyennes à quitter Boulogne-Billancourt. Son bilan creuse

toujours plus les inégalités : loyers exorbitants, services publics dégradés, privatisation des services municipaux, équipements sportifs sacrifiés, bétonnage, densification extrême, sans considération pour l'environnement. **Il n'y a rien à attendre de frères ennemis dont le combat des « chefs » n'est guidé que par des ambitions politiciennes.**

À gauche, la voix des socialistes n'a pas vraiment porté tout au long de cette mandature. Division, rivalités internes ont neutralisé toute force d'opposition. L'attitude du PS a compromis tout espoir d'un front commun de la gauche pour les municipales. Là encore, les ambitions personnelles prennent le pas sur l'intérêt général et l'union nécessaire de toute la gauche, dans sa diversité, pour combattre l'austérité et imposer d'autres choix.

Le contexte politique national pèsera lourd dans ces élections municipales. Les multiples renoncements pour ne pas dire trahisons de ce gouvernement qui n'a plus rien de socialiste créent du désespoir et dégoûtent toujours plus de la politique. S'abstenir n'est pas la solution. C'est laisser les autres faire de la politique à votre place et ouvrir grand la porte au Front National.

La liste que j'ai l'honneur de conduire se présente à vos suffrages comme un acte de RÉSISTANCE contre la pensée unique, contre les mesures d'austérité et pour une véritable démocratie, au niveau local comme au plan national. Les propositions que nous avançons, à débattre, représentent autant d'objectifs de mobilisations pour que chacune et chacun trouve sa place dans notre ville et s'y sente bien, car notre projet, c'est « L'Humain d'abord ».



Ce journal est entièrement conçu bénévolement, de l'écriture au maquettage. Il est distribué par des militantes et des militants.

POUR PLUS D'ÉGALITÉ AU PLAN LOCAL



DES LOGEMENTS POUR TOUS

Avec 13,7 % de logements sociaux, Boulogne-Billancourt est un des plus mauvais élèves du département. Toutes les familles, comme les célibataires, les jeunes, quels que soient leurs revenus, doivent pouvoir résider dans des logements de qualité à des prix accessibles en tant que locataires (20 % des ressources maximum) ou accédants à la propriété. Pour parvenir d'ici 2025 au taux de 25 % prévu par la nouvelle loi SRU, il faut une création nette de plus de 500 logements sociaux par an ! C'est un effort important et nécessaire à la fois pour répondre aux besoins et favoriser la mixité sociale.



PROPOSITIONS :

• Atteindre les 25 % de logements sociaux (13,7 % actuellement) :

- Élever, parmi le parc de logement social, la part des PLAI (catégorie de logements présentant les loyers les moins chers) de 10 % à 30 %
- Négocier une charte avec les promoteurs pour réserver 30 % de logements sociaux dans chaque programme de construction, avec le financement d'équipements de proximité
- Appliquer le droit de la ville à la préemption en cas de vente d'immeubles locatifs privés dans l'habitat ancien
- Réhabiliter les logements vides de l'ancienne gendarmerie, 60 rue de Sèvres pour en faire des logements sociaux
- Étudier la faisabilité afin de transformer les immeubles de bureaux vides en logements sociaux
- Ouvrir le droit au logement social pour tous les ménages percevant le RSA (seuls 10,3% en 2012 selon la CAF)
- Favoriser l'accès au logement social ou accessible financièrement dans la commune ou à proximité pour les agents territoriaux, les personnels de santé, de l'éducation

- Créer des résidences locatives accessibles aux personnes âgées autonomes (y compris les plus modestes)
- Développer l'aide à l'adaptation des logements pour personnes en perte d'autonomie
- Proposer des logements à des loyers modiques pour les personnes handicapées ayant peu de ressources
- Rénover les quatre foyers occupés pour l'essentiel par des immigrés : rue de Meudon, rue Nationale, rue du Dôme et quai de Stalingrad (logements insalubres et surpeuplés)
- Construire d'autres centres d'hébergement pour personnes en difficulté, avec du personnel formé
- Instituer une réelle transparence dans l'attribution des logements sociaux
- Prévoir des hébergements d'urgence temporaires (femmes maltraitées, sinistres, incendies...)
- Maintenir le statut de ZUS (Zone Urbaine Sensible) pour le quartier de la tête du Pont de Sèvres, afin, entre autres, d'éviter les surloyers
- Mettre en œuvre une politique d'isolation thermique et phonique des logements collectifs et promouvoir la construction de logements à énergie positive

ET DE SOLIDARITÉ ET AU PLAN NATIONAL

BOULOGNE-BILLANCOURT, UN PARADIS POUR LES PROMOTEURS IMMOBILIERS

Il y a 215 000 m² de bureaux vacants à Boulogne-Billancourt (selon le GRECAM) sur 6 000 000 de m² en Île-de-France (soit 3,5 % du total), alors que la population de la commune ne représente que 1 % de celle de la Région. Malgré cette offre pléthorique, de nouveaux immeubles de bureaux ou de logements privés chers sont en construction ou projetés. Cette fuite en avant est intolérable !



Sur ces nombreux terrains, d'autres choix peuvent être faits, répondant aux besoins de la population. Certains bureaux vides peuvent être récupérés pour répondre aux besoins de l'éducation, de la petite enfance ou pour la création d'un centre de santé utile à tous et d'autres pourraient être transformés en logements sociaux.



Délégation pour le droit au logement - Février 2013

DEVENIR DE L'ILOT SOUS-PREFECTURE / ANCIENNE GENDARMERIE

Il existe un projet de construire sur ces terrains 300 logements privés à la place des deux bâtiments :

- la gendarmerie, avec ses 50 appartements disponibles, actuellement inoccupés ;
- la Sous-préfecture, où il reste quelques services.

Le président du Conseil général propose de transférer les 60 fonctionnaires restants dans le bâtiment du Centre Départemental de Documentation Pédagogique, rue Yves Kermen, ce qui pose un grave problème de fonctionnement de cette structure destinée aux enseignants qui reçoit 25 000 personnes par an.



Une Sous-préfecture de plein exercice doit être maintenue à Boulogne-Billancourt (dans les locaux actuels ou ailleurs), avec des moyens humains et la présence de services permettant aux usagers d'y accéder facilement (sans déplacements vers Antony ou Nanterre).

Il est nécessaire que les locaux de la gendarmerie soient préservés et que les 50 logements réhabilités soient loués par le biais d'un bailleur social. Cela répondrait aux besoins de nombreuses familles mal logées.



Expulser une famille de son logement parce qu'elle rencontre des difficultés économiques est indigne, inhumain, inadmissible. C'est un acte d'une violence insupportable.

Le maire devra signer un décret anti-expulsions et œuvrer, avec les services sociaux pour le maintien de ces familles dans des logements dignes.

SOLIDARITÉ AVEC LES FAMILLES DE LA CITÉ PIERRE GRENIER MENACÉES D'EXPULSION

La Cour d'appel de Versailles a prononcé la résiliation du bail de quatre familles habitant les squares de l'Avre et des Moulineaux de la cité Pierre Grenier, certains de leurs enfants ayant commis des actes de délinquance. Alors qu'en 2011 le Tribunal d'instance de Boulogne-Billancourt avait débouté l'Office départemental HLM des Hauts-de-Seine de sa demande d'expulsion, considérant qu'elle aurait eu de graves conséquences sur les autres membres de la famille.

Peut-on parler de justice quand une décision risque de jeter à la rue des familles, par ailleurs bien intégrées et soutenues par plusieurs centaines d'habitants de la cité et par la communauté scolaire de leurs enfants ?

Monsieur LAMY, ministre chargé de la ville, tout comme Madame GODIN, conseillère générale de Boulogne Sud, avaient assuré que ces familles ne se retrouveraient pas à la rue et que des propositions de relogement leur seraient faites.

Ces familles sont dans l'angoisse. Elles attendent que ces engagements publics se concrétisent.





DÉVELOPPER ET DIVERSIFIER L'EMPLOI

Pour voir éclore des projets d'économie solidaire, pour ne pas laisser les seules grandes entreprises se développer dans la ville, pour permettre au plus grand nombre d'accéder à un emploi de proximité, pour permettre aux projets de jeunes entrepreneurs de voir le jour, nous voulons agir tout en mobilisant les partenaires publics concernés pour que notre cité s'enrichisse de talents variés.



**SÉCURISER L'EMPLOI
C'EST MAINTENANT !**

PROPOSITIONS :

- Préserver, développer et diversifier les commerces de proximité avec des loyers abordables
- Inscrire systématiquement dans les appels d'offre pour les chantiers publics une obligation, pour les entreprises, d'embaucher des jeunes en recherche d'emploi ou des personnes en insertion. Les entreprises bénéficiant des fonds publics participeront ainsi à l'insertion sociale et professionnelle des habitant-e-s
- Face à la désindustrialisation de Boulogne-Billancourt, soutenir le dynamisme économique : maintien et/ou création de PME, TPE, industrielles ou artisanales, encourager l'économie sociale et solidaire (SCOP)
- Favoriser la création d'une Banque Publique d'Investissement à l'échelle locale pour pallier l'inefficacité et la rapacité des banques privées
- Aider le développement et populariser les Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) et épicerie solidaire pour des circuits d'achats alimentaires courts et de bonne qualité, accessibles à tous.



SANTÉ : L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS

À Boulogne-Billancourt le nombre de médecins généralistes et de spécialistes exerçant en secteur 2 a augmenté. Ils appliquent des dépassements d'honoraires souvent importants qui limitent l'accès aux soins d'une partie de la population. Certains médecins et chirurgiens-dentistes refusent de prendre en charge les patients titulaires de la CMU.

Le centre de santé de la Croix Rouge Française de Boulogne-Billancourt réduit son offre du fait du départ de professionnels de santé non-remplacés

(rhumatologue, cardiologue) et d'horaires d'ouverture plus limités. Cette situation a pour conséquence un engorgement des urgences de l'hôpital public Ambroise Paré qui subit, lui aussi depuis des années, des restrictions budgétaires.

Des familles sont parfois contraintes de différer des soins et certaines, parmi les plus modestes, d'y renoncer faute de moyens financiers suffisants. Cela a pour conséquence de creuser de manière inacceptable les inégalités sociales en matière de santé.

PROPOSITIONS :

- Créer un troisième centre de PMI et ouvrir l'accueil aux enfants de 7 ans (6 ans aujourd'hui)
- Ouvrir un centre de santé municipal, avec des horaires élargis, qui permettrait le développement de la médecine préventive, l'accès aux soins primaires pour toutes et tous et le désengorgement des urgences
- Créer un partenariat entre l'hôpital Ambroise Paré et ceux de Sèvres et de Saint-Cloud pour

l'obstétrique : maternité, assistance médicale à la procréation (FIV), interruption volontaire de grossesse, interruption thérapeutique de grossesse...

- Rénover et développer l'hôpital Ambroise Paré et poursuivre la réhabilitation de la résidence pour personnes âgées des Abondances
- Maintenir et améliorer l'offre de soins à la Croix Rouge



LES VALEURS DE SERVICE PUBLIC DES CENTRES DE SANTÉ MUNICIPAUX

- **le tiers payant** qui permet à chacun d'accéder aux soins sans avance de frais
- **le respect strict des tarifs conventionnels** qui évite les « reste à charge » pour les usagers
- **la participation des usagers au fonctionnement, la pratique d'équipe, le salariat** lorsqu'il est possible, contribuent au désintéressement en réduisant la relation d'argent entre le professionnel et le patient

INQUIÉTUDES POUR L'HOPITAL AMBROISE PARÉ



Dans cet hôpital public, plusieurs services, considérés comme des pôles d'excellence, ont été transférés dans d'autres hôpitaux, des lits ont été fermés, des consultations externes gratuites ont disparu, les conditions d'accueil se sont dégradées. Les urgences sont engorgées. Comme tous les hôpitaux, Ambroise Paré souffre de la politique de l'APHP (tarification à l'acte). **Il faut le réhabiliter.**



FAVORISER L'AUTONOMIE DES JEUNES

Les jeunes paient le plus large tribut en période de crise. Ils ont besoin d'être aidés pour sortir de la précarité et des galères et de s'émanciper en choisissant librement leur vie.



PROPOSITIONS :

- Accroître l'offre de résidences à des prix abordables pour les étudiants, stagiaires et jeunes salariés
- Implanter des maisons des jeunes et de la culture pour favoriser des temps de convivialité et aider les jeunes dans la réalisation de leurs projets
- Développer l'offre de salles disponibles pour mettre en œuvre des projets culturels (musique, théâtre, etc.)



DÉVELOPPER UN SERVICE PUBLIC DE L'ENFANCE ET DE L'ÉDUCATION

Permettre à chacun d'élever ses enfants tout en continuant son activité professionnelle est essentiel. Chaque enfant doit pouvoir accéder, sans discrimination, aux soins, à un service de garde adapté, à l'éducation, à des cantines abordables et de qualité, aux sports, aux loisirs et à la culture.

À Boulogne-Billancourt l'on compte entre 1800 et 2000 dossiers en attente pour une place en crèche, pour environ 800 places attribuées par an (sources : Ville de Boulogne-Billancourt). Les besoins des adolescents doivent également être pris en compte.



PROPOSITIONS :

- Construire de nouvelles crèches municipales pour les habitants et les salariés, avec participation financière des entreprises et horaires adaptés pour les parents
- Augmenter l'offre en terme d'accueil des jeunes enfants en diversifiant les modes de garde (collectifs, individuels, crèches familiales, etc.)
- Engager une réelle discussion sur la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires
- Mettre en place une carte scolaire permettant une répartition équilibrée des effectifs et une véritable mixité sociale dans les écoles afin de désengorger les écoles du sud de Boulogne-Billancourt
- Permettre l'accueil à l'école des enfants dès 2 ans, dans de bonnes conditions matérielles et avec les moyens humains nécessaires
- Accueillir les enfants à l'école dès 7h30 du matin (centre de loisirs)
- Rénover l'école de la rue de Billancourt, en préservant son identité
- Recentrer les finances publiques sur l'école publique, lui accorder la priorité dans l'usage des locaux
- Réviser les quotients familiaux afin de favoriser l'accès à tous les enfants aux cantines scolaires, centres de loisirs
- Construire un vrai centre aéré sur l'Île Seguin pour répondre aux besoins pendant les vacances
- Diversifier les séjours de vacances pour les enfants et adolescents, avec des prix adaptés à tous les budgets et des places en nombre suffisant
- Concrétiser rapidement le projet du nouveau lycée dans le quartier du Trapèze
- Construire un cinquième collège au sud de Boulogne-Billancourt
- Agir contre les dealers de drogue aux abords des collèges et lycées



RÉIMPLANTER DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ

Avec la densification immobilière liée à la spéculation, les profits vont aux promoteurs immobiliers, les équipements ne suivent pas et sont à la charge de la collectivité. L'aménagement du

quartier du Trapèze en est un exemple parlant. Les services publics sont des biens communs qu'il faut préserver, face au désengagement de l'État.



PROPOSITIONS :

- Réinstaurer une gestion municipale de l'eau
- Rendre la piscine et la patinoire accessibles à tous en proposant une gestion municipale qui permette une tarification selon le quotient familial
- Permettre de définir des coûts équitables et raisonnables pour la collecte des ordures ménagères en la gérant directement
- Refuser tout partenariat public/privé pour les équipements publics
- Promouvoir une tarification juste, selon un quotient familial révisé permettant l'accès à toutes les activités culturelles et sportives à des tarifs accessibles pour tous
- Permettre un accès de proximité aux services de l'Assurance maladie (CPAM) et de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF)
- Remplacer les départs à la retraite des fonctionnaires territoriaux pour assurer la qualité du service

POUR UNE GESTION PUBLIQUE DE L'EAU

Boulogne-Billancourt est la 3^e ville de France où l'eau est la plus chère ! (Source : UFC-Que choisir)

Partout où est expérimentée une gestion publique de l'eau (Paris, Grenoble ...), les coûts pour les usagers ont baissé, la qualité du service et le contrôle sanitaire se sont améliorés. L'eau n'est pas une marchandise mais un bien commun. Elle doit être accessible à tous.



LA CULTURE ET LE SPORT ACCESSIBLES À TOUS

Si Boulogne-Billancourt est redevenue une ville de culture (cinémas, théâtres, médiathèques, future Cité de la musique...), l'accès aux loisirs culturels reste cher et élitiste.

PROPOSITIONS :

- Mettre en place un système de « Pass culturel », dont le tarif serait basé sur un quotient familial plus juste
- Créer des lieux dans toute la ville pour favoriser l'expression de tous les jeunes talents artistiques
- Rénover le Conservatoire
- Prévoir une annexe de la ludothèque à Boulogne Nord
- Développer des classes aménagées, intégrant des pratiques culturelles et sportives
- Construire des équipements sportifs en nombre suffisant



LES DÉFIS DU CADRE DE VIE, DE L'URBANISME ET DES DÉPLACEMENTS

Notre ville est livrée à une spéculation immobilière et foncière sauvage. Il faut revenir à une maîtrise de l'espace urbain qui intègre les exigences d'un développement durable tout en limitant la dispersion des implantations de nouveaux logements, ce qui suppose de procurer aux habitants de la ville les services fondamentaux (habitat, commerces, activités économiques) sans compromettre la présence d'espaces de nature ou de loisirs en ville. La circulation automobile n'ayant jamais été aussi

dense, aménager la ville suppose aussi d'organiser les déplacements entre les différents pôles sans avoir à recourir systématiquement à l'automobile. Par ailleurs, alors que la population s'est accrue considérablement, les équipements sportifs sont en mauvais état et en nombre très insuffisant. Certaines parties de ville manquent d'espaces verts tandis que la pollution atmosphérique s'intensifie. Beaucoup de rues de Boulogne-Billancourt sont sales.

PROPOSITIONS :

- Travailler à diminuer la circulation automobile, lutter contre la pollution, le bruit en repensant l'aménagement des espaces, de la circulation et des places, pour favoriser les déplacements doux
- Développer l'offre de transports en commun (bus notamment) en cohérence avec l'offre de la RATP
- Repenser la fréquence et les trajets des minibus gratuits (par exemple : initier un trajet entre le Pont de Sèvres et l'hôpital Ambroise Paré)
- Répondre aux besoins sur le Trapèze (promesses d'une station de métro du Grand Paris)
- Avec VINCI, les parkings sont trop chers ! Rétablir une gestion municipale des parkings et des stationnements
- Développer le réseau de pistes cyclables, les stations de Vélib' et Autolib'
- Aménager les bords de la Seine pour les promenades
- Encourager le covoiturage



L'ILE SEGUIN : UN LIEU RESPECTANT L'ENVIRONNEMENT ET DEDIÉ AUX LOISIRS



L'aménagement de l'île Seguin représente une opportunité pour créer des espaces culturels, sportifs et de loisirs. Il faut refuser la construction de tours, effectuer une rupture totale avec les projets précédents et en faire un exemple national d'île propre en énergie.

- Alimenter l'île en énergie propre (utilisation du solaire, du courant de la Seine et du vent)
- Implanter des terrains de sport, construire une deuxième piscine en bord de Seine, des espaces verts avec des potagers et des jardins partagés, des lieux culturels, une maison de la jeunesse, une maison des associations, des salles de réunion pour les habitants qui manquent cruellement aujourd'hui, et bien entendu **un pavillon de la mémoire ouvrière de Billancourt digne de ce nom.**



UNE VILLE CITOYENNE POUR UNE VÉRITABLE DÉMOCRATIE LOCALE

La démocratie locale est partout en danger. À Boulogne-Billancourt des choix fondamentaux qui ont transformé la ville ont été faits sans que celles et ceux qui y vivent aient pu réellement donner leur avis ou débattre des enjeux. Cette tendance,

qui s'accroîtrait encore si le projet de Métropole du Grand Paris était mis en place, peut et doit être contrée à tous les niveaux partenaires : municipalité, GPSO, Conseil général des Hauts-de-Seine, Région Ile-de-France.

PROPOSITIONS :

- Mettre à l'ordre du jour du Conseil municipal toute proposition pétitionnée par 1000 signatures
- Ouvrir et transformer les conseils de quartier en un lieu de véritable expression de la démocratie participative, avec droit de saisine du Conseil municipal
- Instaurer de véritables budgets participatifs permettant aux citoyens d'établir des priorités dans l'utilisation de l'argent public
- Mettre en place la transparence des dotations et l'équité quant au soutien de la municipalité aux associations
- Promouvoir le mouvement associatif et d'éducation populaire
- Agir pour l'abandon de la réforme Métropole du Grand Paris qui signerait la fin de la démocratie locale au profit d'une centralisation bureaucratique et austéritaire et exiger un référendum auprès de la population concernée
- Agir pour le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales et la régularisation des sans-papiers



Tous de droite, les maires des villes de la communauté d'agglomération Grand Paris Seine Ouest (GPSO) dont Boulogne-Billancourt fait partie, ont augmenté les impôts locaux en 2013. Au total, sur les 11,5 millions d'euros de recettes fiscales supplémentaires en 2013, 10,9 millions sortiront de la poche des habitants de GPSO, soit 95 % de l'effort fiscal !

RÉALISER NOS PROJETS, AVEC VOUS, C'EST POSSIBLE !

- **Il faut pour cela une gestion transparente, sans gaspillages, diversifier les sources de financement, réformer l'assiette des impôts locaux en les rendant plus justes et plus efficaces comme par exemple un nouvel impôt local sur le capital des entreprises, modulable en fonction des choix d'investissement : emploi, salaires, formation.**
- **Mais il faut avant tout, favoriser la participation citoyenne, le partage des savoirs et des expériences, se montrer plus solidaires et se mobiliser tous ensemble quel que soit le résultat de cette élection.**



CANDIDATES ET CANDIDATS, QUI SOMMES-NOUS ?

Marie-Christine LARRETTA-GERARDIN

Assistante familiale



Je vois autour de moi des humains qui couchent à la belle étoile, des enfants abandonnés pour cause de précarité ! Je sais, pour l'entendre et le vivre, combien la vie devient dure pour tous ! Des loyers exorbitants même dans le logement social ! Les privatisations d'EDF, de GDF et de la Poste sont de graves erreurs et en plus, sans l'aval du peuple ! Un pouvoir d'achat en berne depuis plusieurs mandats présidentiels, alors que tout augmente, même la TVA ! Cherchez l'erreur ! J'ai confiance en l'humain car pour moi la politique dans toute son étymologie c'est l'Humain d'abord ! Aussi je rêve que les Boulonnais puissent bénéficier comme dans d'autres grandes villes de l'accès à l'eau municipalisé avec des baisses de factures conséquentes pour une eau de qualité, car l'eau n'est pas une marchandise, c'est un bien commun !

Pour porter mon engagement au cœur de la République je me présente sur la liste « L'Humain d'abord à Boulogne-Billancourt ».

Marine KRÜMM **Technicienne Réseaux et Télécommunication Militante du Front de Gauche**



Parce que je désire que Boulogne-Billancourt devienne une ville plus juste afin de conserver sa diversité sociale.

Parce que je pense que cette liste est la plus ancrée dans la réalité, la plus proche des préoccupations des concitoyens que l'on oublie trop souvent, j'ai accepté de me présenter sur la liste « L'Humain d'abord à Boulogne-Billancourt ».

Maryse TRIPIER-DOUEK **Sociologue**



J'habite Boulogne-Billancourt depuis 1954, face à l'île Seguin. J'ai vu petit à petit Boulogne effacer Billancourt. Les usines et leurs salariés, notamment les immigrés, ne sont plus là. Les quelques foyers restant sont voués à disparaître.

Si le droit de vote des étrangers non communautaires avait été voté dès 1981, beaucoup d'habitants des « cités » seraient partie prenante de la vie locale au lieu d'être l'objet de ségrégation. Leurs enfants ne se sentiraient pas exclus.

Sophie GARNIER **Réalisatrice**



Parce que j'ai été stagiaire aux studios de Billancourt que j'ai vu brûler, parce que j'ai été passionnée par la mémoire ouvrière de Billancourt et parce que je veux vivre dans une ville où les plus modestes et les personnes de nationalités et origines diverses pourront continuer à vivre dans une ville réconciliée entre son passé et son avenir plus humain, plus sûr et sans exclusion due à l'enrichissement des promoteurs et de ceux qui veulent en faire une commune qui force les plus pauvres à la quitter, j'ai accepté de faire partie de cette liste.

Souad BENANI-SCHWEIZER **Professeure de lettre, féministe**



Je veux porter les valeurs fondamentales des droits des femmes et ceux plus spécifiques des femmes maghrébines dans la laïcité.

Baptiste TALBOT **Fonctionnaire territorial, militant syndical**



En ne répondant pas aux attentes sociales, la politique du gouvernement favorise la montée de la droite la plus réactionnaire et du populisme xénophobe.

Le chômage de masse, le gel des salaires, le développement du rejet de l'autre, la loi du profit et du chacun pour soi, le recul des services publics, ne sont pas des fatalités.

À Boulogne-Billancourt, comme dans le pays, nous avons besoin d'une gauche fière de ses valeurs, une gauche qui porte l'ambition d'une politique de progrès social rompant avec l'austérité et son cortège de désastres sociaux.

C'est le sens de mon engagement sur la liste « L'Humain d'abord à Boulogne-Billancourt ».

Brigitte COLIN **Employée Comité d'entreprise, militante associative**



Boulonnaise depuis 22 années, habitante du Pont de Sèvres, je suis très impliquée dans son tissu

associatif : logement, éducation, structure inter-associative... Les problèmes sont nombreux et nous essayons, au mieux, d'être auprès des gens pour les aider à les résoudre et à bien vivre ensemble. J'ai accepté d'être sur la liste « L'Humain d'abord à Boulogne-Billancourt » pour que toutes ces femmes et ces hommes que je côtoie régulièrement puissent exprimer, par leur vote leur volonté d'être enfin pris en compte.

Robert CRÉANGE

Militant de la mémoire de la résistance et de la déportation
Ancien conseiller municipal



RENAULT : UN LOURD PASSÉ

Louis Renault, le « seigneur » de Billancourt, comme l'appelaient les ouvriers. Patron de choc, oui, mais pas seulement. Dans les années d'avant la seconde guerre mondiale, il fit partie de ceux qui, au CNPF *, avaient fait leur le slogan de l'extrême droite fascisante : « Plutôt Hitler que le Front populaire ». Après avoir refusé de fabriquer l'armement pour l'armée française, Louis mit son entreprise au service de l'occupant nazi. Non content de participer à la collaboration économique, il fut un rouage efficace dans la politique de répression à l'encontre des salariés de son entreprise qui fut mise en place par la police française et la Gestapo.

De nombreux travailleurs de l'usine étaient, d'une façon ou d'une autre, engagés dans la résistance. Ils furent impitoyablement pourchassés par la police intérieure de l'usine et livrés aux nazis et à leurs complices français. A la libération, Louis Renault fut – c'était le minimum – condamné à la prison et à l'indignité nationale, ses biens confisqués, son entreprise nationalisée après un vote à l'unanimité en ce sens du conseil municipal de Boulogne-Billancourt.

Nous connaissons l'identité de plus de 100 patriotes de l'entreprise qui ont été arrêtés, déportés, fusillés. Nous souhaitons qu'à l'occasion du soixantième anniversaire de la libération, un hommage public

leur soit rendu avec, entre autres, **l'apposition d'une plaque** dans un lieu à définir, l'île Seguin, la place « Nationale » ... Jusqu'à ce jour nous n'avons aucune réponse, pas plus du maire de Boulogne-Billancourt que des ministères concernés. A cette reconnaissance devrait s'ajouter, sur l'île Seguin, **la création d'un lieu consacré à la mémoire ouvrière de notre ville.**

« Un peuple qui n'a pas d'histoire est un peuple qui n'a pas d'avenir ».

* (CNPF : Conseil National du Patronat Français)

DOMINIQUE LE GLOU

Ancien journaliste sportif
à France Télévision



Après avoir, pendant 32 ans, essayé d'exercer mon métier de reporter le plus honnêtement possible, en privilégiant les rencontres humaines, la seule vraie richesse de la vie, j'ai défendu la bannière du service public au sein d'Antenne 2, puis de France 2. Une fidélité absolue à un engagement. J'y ai défendu les métiers et les catégories socioprofessionnelles en difficulté du fait des réorganisations successives dont le seul but était de diminuer le coût du travail. Une logique absurde qui nous a conduits à une télé « low cost » qui ressemble aux autres mais qui n'a plus grand-chose à voir avec le service public.

Voilà pourquoi, arrivé en retraite, j'ai décidé de rejoindre la liste « L'Humain d'abord » qui défend les métiers, les travailleurs, les salariés, tous ceux qui souffrent de la main mise des dérives de l'économie financière sur leurs vies.

LUCAS VON GASTROW

Étudiant en biologie



Candidat sur la liste citoyenne « L'Humain d'abord », je suis très sensible à l'écologie. Je pense qu'il est important de renforcer les liens avec les espaces ruraux les plus proches. Cela peut consister à favoriser le développement des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP), en soutenant les projets existants et les rendant plus visibles. Pourquoi ne pas créer un espace ou un local dédié à leur organisation et leur gestion, tout comme des épiceries solidaires, entraînant des liens directs et intimes avec les producteurs chez qui elles se fourniraient ?

On pourrait également amener une petite touche de ruralité en ville, avec des potagers en commun, un moyen sympathique et convivial de produire quelques légumes et de faire apparaître des espaces réellement verts en ville. Pourquoi ne pas en proposer un sur l'île Seguin, avec le message suivant : « On veut des potagers, pas des tours ! ».

Concernant la circulation, insupportable, en particulier en fin de journée, il va falloir sérieusement y réfléchir. Je suis partisan de développer les pistes cyclables. Les Vélib' sont très utilisés, continuons dans ce sens. On pourrait également aménager les berges de la Seine pour les vélos/piétons, et en faire une sorte de petite promenade. Pourquoi pas encore des potagers s'il y a de la place (oui, j'aime bien les potagers !) ?

SOUTIEN À LA LISTE • FAIRE UN DON

Renvoyer à : **Liste « L'Humain d'abord à BB » 18 rue Heinrich • 92100 Boulogne-Billancourt**

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Tél. : **Courriel :**

Je rejoins le comité de soutien **J'accepte que mon nom soit publié** oui non

Je souhaite participer à la campagne Je souhaite recevoir les informations de la campagne

J'apporte mon soutien financier (66 % déductibles d'impôt) par un chèque à l'ordre de :

Mme Marie-Claude Willard, mandataire financier de la liste « L'Humain d'abord à Boulogne-Billancourt »